



LE MOT DU JEUDI 28 AOÛT

Aujourd'hui dans le mot du Jeudi :

- [Borne à Angers](#)
- [Le 10 septembre ont bloqué tout !](#)

VISITE MINISTERIELLE

Borne à Mermoz pour annoncer plus de flics ? Nous ce qu'on veut, c'est du fric pour l'école publique !



À l'occasion de la prérentrée, la ministre de l'Éducation nationale sera à Angers jeudi 28 et vendredi 29 août. Elle rencontrera notamment des personnels du corps enseignant du collège qui, à leur plus grande stupéfaction, ont appris la nouvelle par voie de presse.

Selon le courrier de l'Ouest, la ministre « entend être au contact des équipes de l'Éducation nationale et être attentive aux questions relatives à la sécurité. » Les enseignant-es ne réclament pas des flics aux portes des institutions scolaires, madame Borne, mais bien des moyens et une amélioration réelle de leurs conditions de travail pour pouvoir mener à bien leur mission de service public. Alors que les inégalités sociales ne font qu'augmenter (cf dernier rapport de

l'observatoire des inégalités 2025), les élèves, à fortiori des REP, ont plus que jamais besoin de réels moyens pour assurer une scolarité sereine et apaisée.

Deuxième consternation : le gouvernement envisage 43,8 milliards d'économie pour 2026 avec à la clé une suppression annoncée de 3000 emplois dans la fonction publique. Quelle sera la contribution dans l'éducation nationale alors que le nouveau chantier de la formation nécessitera des investissements importants ? Des marges de manœuvre seraient pourtant possibles avec par exemple l'arrêt du financement des écoles privées. À titre d'exemple en 2022, l'État et les collectivités territoriales subventionnaient abondamment l'enseignement privé à hauteur de 13,8 milliards d'euros pour seulement 17 % d'élèves scolarisé-es (pour un budget éducation nationale de 64,5 milliards de d'euros en 2025).

SUD éducation revendique :

- l'arrêt du financement public de l'enseignement privé ;
- la nationalisation de l'enseignement privé, sans indemnité ni rachat, et le transfert de ses personnels dans les corps correspondants de l'enseignement public ;
- des moyens d'enseignement et de remplacement à la hauteur des besoins par école et établissement ;

RENDEZ-VOUS pour une casseroade jeudi 28 août à 17h devant la préfecture d'Angers pour accueillir la ministre en attendant le 10...

RENTRÉE 2025

Les gouvernements passent et l'école trépassse. En grève le 10 septembre !



L'instabilité politique et les différents budgets proposés mettent en péril l'enseignement de l'école à l'université.

En cette rentrée scolaire le constat est clair. Le gouvernement, en sursis, impose sa politique de tri social de la maternelle à la terminale alors que les personnels et les élèves ne cessent de subir la casse du service public d'éducation. Face à la dette, le gouvernement Bayrou s'attaque encore une fois à l'école.

Les conditions de travail et d'accueil se dégradent : manque de remplaçant·es, défaut d'accompagnement pour les élèves en situation de handicap, classes surchargées, manque de personnels médico-sociaux, AESH et AED sous-rémunéré·es et toujours plus précarisé·es, crise de la vocation. Le MEN accentue même les inégalités sociales en finançant toujours plus une école privée à l'origine d'une ségrégation sociale inacceptable. Par ailleurs, chaque année l'État consacre de moins en moins de moyens par élève. De même, le pouvoir d'achat des personnels ne cesse de diminuer depuis des décennies.

À l'université, aucune hausse du budget dans le cadre du PLF 2026 n'est prévue alors qu'un milliard d'euros a déjà été retiré au budget de l'ESR en 2025. Près de 80% des universités sont en déficit budgétaire, avec des conséquences directes sur nos conditions de travail et la qualité du service public : suppression de postes, gel des campagnes d'emplois, précarité accrue, fermetures de filières et de places, arrêt de la rénovation du bâti...

Au contraire, SUD éducation porte depuis longtemps des revendications pour une école et une université plus égalitaires et émancipatrices :

- l'arrêt du financement de l'enseignement privé par l'argent public ;
- l'augmentation des salaires ;
- la baisse du nombre d'élèves par classe ;
- une augmentation du budget de l'ESR à hauteur de 3% du PIB ;
- la création d'un vrai statut pour les AESH et les AED.

Dès le mois de septembre, il va falloir se mobiliser fortement et durablement pour gagner contre l'austérité imposée. **SUD éducation appelle à se mettre en grève dès le 10 septembre** et participer massivement à toutes les initiatives et mobilisations pour une meilleure école et une meilleure société.

Retrouve toutes les infos et l'analyse de SUD éducation [en cliquant là](#)



Equipe de rédaction :

Les Jeudien·nes